

<http://gec.venissieux.org/Audition-des-salaries-en-lutte-de>



Audition des salariés en lutte de la société St Jean Industries

- Les élus - Mandat 2014-2020 -



Date de mise en ligne : lundi 2 février 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Audition des salariés en lutte de la société St Jean Industries

Expression du groupe communistes et apparentés Lundi 19 janvier 2009

Le moteur du capital a toujours été le profit et l'exploitation des ressources humaines et matérielles au bénéfice du plus petit nombre. Aujourd'hui, si le capital est en crise c'est que celle-ci résulte d'une opération de refonte du capital au niveau mondial, nécessaire pour tirer encore plus de plus value du travail, masquer les escroqueries des banques et des établissements financiers, tenter de faire disparaître les dégâts du tsunami des spéculations boursières sans barrière ni contrôle. Toutes les entreprises de production industrielle sont dorénavant touchées, et parmi elles, les PME-PMI de la sous-traitance. Dans le pays, le secteur automobile a déjà fait payer la note aux intérimaires, valeur d'ajustement du travail comme ils disent. Comme si les hommes ne sont que quantités négligeables, pauvres choses, pauvres rebuts qu'on jette après usage, manipulables, corvéables à merci, les serfs des temps modernes ! Aujourd'hui le secteur de la sous-traitance, celui de la sous-traitance de la sous-traitance, sont à leur tour dans le collimateur. Trop de chefs d'entreprises, trop de patrons ont le cynisme de profiter de la crise pour améliorer en douce les conditions de maximalisation de leurs sources de profit, jusqu'à aller à couler leurs propres outils de production qui ont fait et font pourtant leurs richesses, si ce n'est aujourd'hui, sinon demain.. Depuis trente ans, c'est à une véritable politique d'abandon industriel que l'on assiste. Chez Berliet, puis RVI et maintenant Volvo-Renault Trucks, Vénissieux a perdu 25.000 emplois industriels en trois décennies à travers, par exemple, 17 (dix sept) plans de départs anticipés.

Dans l'automobile, au delà des 700.000 emplois directs, ce sont les 2.500.000 emplois induits qui vont être sacrifiés sur l'autel du profit immédiat à tout crin. Les licenciements, le travail précaire, l'insécurité de l'emploi, les menaces permanentes de délocalisation, le chantage à l'emploi, les temps partiels, le chômage latent et pérenne, autant de nouvelles fractures sociales qui détruisent les hommes et les familles, instaurent comme principe de gouvernement la pauvreté et la précarité du monde du travail. Le socle social indispensable à notre vie digne et humaine est en péril.

C'est ce que vivent si douloureusement les salariés de St Jean Industries et c'est exemplaire : Leur PDG, après avoir joué au Monopoly avec des reprises manifestement spéculatives d'entreprises et en prévision de délocalisations fructueuses, à Leipzig en Allemagne, aux USA, en Croatie, profite de la crise pour liquider ses sites nationaux après avoir organisé leurs propres difficultés économiques. Et quelles difficultés ? Celles qu'il a lui-même mises en place en négociant mal ses marchés de pièces auto, en allant jusqu'à transformer l'usine de Vénissieux (ex Duranton Sicfond déjà plantée par les exigences spéculatives de Peugeot SA en 2005), cette usine ultra compétente, au carnet de commandes assuré jusqu'à fin 2009, en société bidon qui, aussitôt créée, dépose le bilan.

Comment cela est-il possible ? Faut-il imaginer les complicités les plus cyniques au plus haut de l'Etat en plein accord avec les forces du Capital national ? On peut se poser la question quand on entend le chef de l'Etat, son gouvernement annoncer dans le même temps 1 milliard d'€ dès la fin de ce mois pour les entreprises automobiles, puis faire les gros yeux hypocrites aux entreprises qui ne joueraient pas le jeu, mais quel jeu ? et de soi-disant exiger, je cite, qu'« en contrepartie, les constructeurs s'engagent à ne pas fermer de sites, à ne pas délocaliser leur production et à ne pas encourager leurs équipementiers à le faire » fin de citation ! Ou bien encore de réunir des Etats Généraux pour pérenniser l'automobile en France pour soi-disant « refonder un véritable pacte automobile pour préserver l'emploi, reconquérir des parts de marché et augmenter l'attractivité en France ». Sur le terrain, chez St Jean Industries, pour ceux qui sont licenciés, pour leurs familles, force est de constater que ça ressemble fort à de la poudre aux yeux, à de la propagande, à un effet d'annonce et à un faux semblant auxquels le peuple français est maintenant tellement habitué de la part du gouvernement Sarkozy-Fillon !

Audition des salariés en lutte de la société St Jean Industries

Renault Trucks, VOLVO, Peugeot, Renault doivent venir s'expliquer devant les travailleurs de la sous-traitance, devant la population, rendre des comptes sur leur exigences de rentabilité financière, sur la programmation organisée de la délocalisation de la sous-traitance, sur la recherche coûte que coûte de l'ultra bénéfice. Mr Di Serio, PDG de St Jean Industries, doit venir s'expliquer devant ses employés et salariés, devant les familles qu'il condamne au drame social ; il doit venir leur dire en face comment il saisit l'opportunité d'une renégociation de marché avec Volvo trucks pour sauter sur l'occasion et justifier une délocalisation en Croatie ou ailleurs, là où l'esclavage ouvrier est encore de mise.

Le groupe communistes et apparentés des élus vénissiens s'élève de toutes ses forces contre de tels agissements, contre de telles méthodes. Il appelle à faire front, à entrer en résistance pour conserver l'emploi industriel en France, singulièrement celui de l'industrie automobile et du poids lourd et particulièrement dans notre ville, à Vénissieux. D'autres entreprises sont à cet égard touchées de plein fouet, de Renault Trucks à Bosch par exemple. Il appelle travailleurs et population à se mobiliser autour des salariés de St Jean Industries. D'abord pour les soutenir dans leur combat quotidien, conserver leur emploi et leur outil de travail et de production Pour leur apporter les moyens de leur lutte, la solidarité des vénissiens, l'aide financière à leurs familles Ensuite pour réclamer que l'Etat et le Gouvernement interdisent de manière la plus ferme et condamnent les entrepreneurs-voyous qui délocalisent les productions, les machines-outils, les savoirs-faire. après s'être gavés des aides de l'Etat, c'est à dire avec l'argent du contribuable que nous sommes, et qui rackettent de manière délibérée la France et les français. Merci

H Thivillier Président du groupe communistes et apparentés